



## Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

## **Ressources - Zones d'activités Parc 2000 2ème extension - Commune de Montpellier - Concession Montpellier Méditerranée Métropole/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Jacques MARTINIER, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Le projet de seconde extension de Parc 2000 s'inscrit dans la dynamique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006. Par délibération en date du 21 avril 2011, les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et l'arrêt du dossier de création, établi conformément aux dispositions de l'article R.311-2 du Code de l'urbanisme ont été approuvées. La ZAC Parc 2000 2ème extension fut créée par la même occasion.

Par délibération du Conseil n°10398 du 29 septembre 2011, la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole – SA3M) a été désignée en tant que titulaire de la concession et le traité de concession d'aménagement fut approuvé.

L'opération est située sur la Commune de Montpellier, à l'interface entre des quartiers déjà urbanisés : le quartier de la Mosson et les ZAC Parc 2000 et Parc 2000 extension à l'Ouest, la ZAC Pierres Vives au Nord et le quartier de Celleneuve au Sud. Cette seconde extension bénéficie d'une forte valeur de localisation renforcée par la proximité de la Ligne 3 de tramway.

A terme, l'ensemble regroupant Parc 2000 (6,5 ha.), Parc 2000 extension (10 ha.) et Parc 2000 2ème extension (5 ha.) atteindra près de 21,5 ha et emploiera près de 3 400 personnes. Une mixité fonctionnelle et sociale se développera sur cette seconde extension. En effet, outre des activités artisanales et tertiaires, la ZAC accueillera près de 220 logements.

Par une offre adaptée, la programmation des logements favorisera l'accession abordable des ménages aux revenus médians. Les futurs résidents profiteront de la proximité de la ligne de tramway. Un bassin de rétention paysagé constituera un élément fort de la ZAC et jouera le rôle d'espace d'agrément accessible aux usagers du quartier.

Au Sud de la ZAC (façade sur la rue du Pilory), des commerces et/ou services se développeront en rez-de-chaussée des immeubles de logements.

A la suite du recours sur la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) intitulée « réserve foncière Truc de Leuze », des protocoles d'accord ont été signés par le concédant avec une partie des expropriés tel que prévu par la délibération n°10611 du 30 janvier 2012.

Parallèlement, à la signature des protocoles, une seconde DUP qui concernait, cette fois ci, la réalisation des travaux de la ZAC, a été fixée par l'arrêté préfectoral n°2012-I-1486 du 3 juillet 2012. L'ensemble du foncier a ainsi été maîtrisé par le concédant.

Un avenant n° 1 à la concession, approuvé par la délibération de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 25 juillet 2013, a porté sur la mise en place d'une participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, suite à la signature du protocole d'accord avec des propriétaires fonciers.

Le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés par délibération n°13296 du Conseil de Métropole du 30 septembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2018 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Un avenant n° 2 à la concession, approuvé par la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole du 18 octobre 2018, a porté sur la prorogation de la concession jusqu'en 2025.

A terme, le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant total de 7 059 000 € HT en dépenses et en recettes, en augmentation de 709 000 € par rapport au CRAC précédent.

Il est demandé une augmentation de la participation d'équilibre de 100 000 € pour atteindre 289 000 €, dont 189 000 € ont été versée en 2017. Ce montant répond à l'augmentation de dépenses imprévues liées à l'occupation illégale de certains terrains de la ZAC (sécurisation, nettoyage etc...). Le versement de cette participation supplémentaire est prévu en 2021.

Cette modification de la participation est soumise à un avenant n°3 à la concession.

Au 31 décembre 2019, 4 780 000 € HT ont été dépensés (dont 687 000 € HT sur l'exercice 2019), correspondant majoritairement à des acquisitions foncières et la réalisation de travaux de voiries et réseaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le compte rendu financier de la ZAC Parc 2000 2ème Extension présenté par la SA3M pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°2 augmentant la participation financière de Montpellier Méditerranée métropole de 100 000 €, en tant que participation d'équilibre ;
- d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153285-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CRAC\_2019\_VD.pdf

- BILAN CRAC 2019 synthèse.pdf

- AVENANT n 3 PARC 2000.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.